

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers  
DREAL Occitanie  
Unité interdépartementale des Hautes-Pyrénées et du Gers  
Cellule sol Sous-Sol  
65000 Tarbes

Tarbes, le 28/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**BEZERRA**

41 rue Aurensan  
32250 Montréal

Références : 2025-074-Dp  
Code AIOT : 0006802909

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/02/2025 dans l'établissement BEZERRA implanté Les Arroucails 32330 Lauraët. L'inspection a été annoncée le 03/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit en 2025, dans le programme pluri-annuel de contrôle des ICPE. La carrière ne relève pas d'un classement "priorité nationale" ou à "enjeu", la fréquence des inspections est de 7 ans au maximum.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BEZERRA

- Les Arroucails 32330 Lauraët
- Code AIOT : 0006802909
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de calcaire à ciel ouvert de Lauraët (32) est autorisée par arrêté préfectoral du 26 novembre 2010. les principales caractéristiques sont les suivantes :

- autorisation donnée pour 30 années
- emprise foncière : 25ha40a50ca
- production maximale : 120000 tonnes par an
- installation relevant de la rubrique 2515-2, broyage concassage criblage : 74 kw (criblage)
- exploitation réalisée à l'explosif (tirs de mines) et brise roche, hauteur des fronts 15 mètres maximum, cote minimale d'extraction 142 mNGF;

La production réelle sur les trois dernières années est d'environ 32 Ktonnes/an.

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	activités	Arrêté Préfectoral du 26/11/2010, article 2	Demande d'action corrective	3 mois
4	Eaux de ruissellement externes	Arrêté Préfectoral du 26/11/2010, article 17	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
6	Aménagements spéciaux	Arrêté Préfectoral du 26/11/2010, article 22 :	Demande d'action corrective	3 mois
8	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 26/11/2010, article 30 :	Demande d'action corrective	6 mois
9	Eaux reietées canalisées	Arrêté Préfectoral du 26/11/2010, article 32.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 26/11/2010, article 32.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	Contrôles des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 26/11/2010, article 32.7.5	Demande d'action corrective	3 mois
12	Vibrations	Arrêté Préfectoral du 26/11/2010, article 32. 7.6	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Accidents et incidents	Arrêté Préfectoral du 26/11/2010, article 6	Sans objet
3	Affichage	Arrêté Préfectoral du 26/11/2010, article 14	Sans objet
5	Aménagements paysagers	Arrêté Préfectoral du 26/11/2010, article 19	Sans objet
7	Accès	Arrêté Préfectoral du 26/11/2010, article 25	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation de la carrière appelle, de la part de l'inspection, un certain nombre de constat auxquels l'exploitant doit apporter les réponses attendues dans les délais requis. L'inspection constate que les mesures de surveillance environnementale ne sont pas suffisamment prises en considération par l'exploitant. Il est ainsi noté que les contrôles prescrit par l'arrêté préfectoral ne sont pas réalisés, ou pas à la fréquence requise. Il convient que l'exploitant organise le suivi de son installation afin de justifier son absence d'impact. Enfin, la visite de terrain a mis en évidence un retard dans la remise en état des secteurs déjà exploités, l'exploitant doit s'assurer que la remise en état du site soit coordonnée à l'avancement de l'exploitation conformément à la réglementation applicable et à ses engagements pris dans le dossier de demande d'autorisation.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : activités

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/11/2010, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, rubriques ICPE
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les activités exercées sur ce site relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :</p> <p>AUTORISATION 2510.1 Exploitation de carrière - Superficie totale 25 ha 40 a 50 ca</p> <p>DECLARATION 2515.2° Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes - Puissance réelle 74 kW - (supérieure à 40 kW, mais inférieur ou égal à 200 kW)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté la présence sur site d'un concasseur mobile dont la puissance cumulée avec l'installation de criblage conduirait à dépasser le seuil de l'enregistrement pour la rubrique 2515 de la nomenclature des ICPE. Cet équipement n'était pas en service le jour de la visite. L'exploitant a déclaré que cet équipement était en panne et qu'il n'avait pas vocation à être</p>

<p>utilisé dans le cadre de l'exploitation de la carrière.</p> <p>La méthode d'exploitation prévoit que les matériaux extraits soient transférés sur le site dit de "béon" à LAURAET pour être transformés en granulats. Le site dit de "Béon" dispose d'un enregistrement ICPE pour le broyage concassage.</p> <p>L'inspection informe l'exploitant que seul les équipements en relation avec l'exploitation du site et prévus par l'autorisation d'exploiter sont admis sur le site.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant d'évacuer ce concasseur de la carrière et de le confirmer à l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 2 : Accidents et incidents

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/11/2010, article 6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, déclarations accidents incidents</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais au service d'inspection des installations classées, les accidents et incidents du fait de l'exploitation de cette carrière qui sont de nature à porter atteinte soit à la commodité de voisinage, soit à la santé, la sécurité, la salubrité publique, soit à l'agriculture, soit à la protection de la nature et de l'environnement, soit à la conservation des sites et monuments. Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des raisons de sécurité, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident tant que le service d'inspection des installations classées n'en a pas donné son accord et s'il y a lieu après autorisation de l'autorité judiciaire.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant sur demande de l'inspection a déclaré ne pas avoir été à l'origine d'accidents ou d'incidents du fait de l'exploitation de la carrière.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 3 : Affichage

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/11/2010, article 14</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, information</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Avant le début de l'exploitation, l'exploitant est tenu de mettre en place à ses frais et sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents : son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse des mairies où le plan de remise en état du site peut être consulté.</p>

<b>Constats :</b>
L'affichage réglementaire est présent à l'entrée du site,
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Eaux de ruissellement externes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/11/2010, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, gestion des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Si nécessaire, des réseaux de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre les zones d'exploitation sont mis en place à la périphérie de ces zones. En particulier, les eaux de ruissellement du secteur sud-ouest sont collectées et décantées avant rejet.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a mis en place un dispositif de canalisation des eaux de ruissellement, des canaux internes au site oriente les eaux de ruissellement vers un bassin de régulation et décantation. ce bassin est clôturé, des panneaux risques de noyade sont disposés sur le grillage. Lors de la visite de terrain, l'inspection a constaté la présence de deux bassins en eau , sans fonction apparente que l'exploitant prévoit de reboucher.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection demande que le dimensionnement du bassin de régulation et de décantation soit justifié. A cet égard l'exploitant joint à sa réponse le calcul du volume du bassin et des caractéristiques du rejet. Il précise le volume réel du bassin existant et son diamètre d'ajutage. Lors de la visite de terrain, l'inspection a constaté la présence d'excavations en eau sur le site, ces travaux sont relatifs à des sondages de puissance du gisement restant et n'ont plus d'usage, l'inspection demande que l'exploitant en réalise le bouchage dans les meilleurs délais, il justifie l'accomplissement de cette action dans le délai imparti.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 5 : Aménagements paysagers**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/11/2010, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, mesures paysagères
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit mettre en place toutes les haies et plantations nécessaires à l'intégration paysagère du site telles que prévues dans l'étude d'impact et les mémoires en réponse aux services. Ne sont pas concernées par cette disposition, les aménagements de nature à gêner l'exploitation du site. Un merlon de 3 mètres de hauteur, 3 mètres de largeur en crête et 9 mètres de largeur en pied est placé en limite du périmètre autorisé entre la carrière et la propriété «A

laRouillère ». Sa longueur doit permettre d'assurer un écran visuel et acoustique suffisant par rapport à l'exploitation.

**Constats :**

L'exploitant a réalisé partiellement le merlon de protection de la maison située au lieu dit "A la rouillère" la réalisation de ce merlon est faite à l'avancement de l'exploitation avec les terres de découverte.

L'exploitant a précisé qu'il avait fait l'acquisition de la maison d'habitation et que la locataire ne souhaitait pas la mise en place de ce dispositif. De plus que l'exploitation est conduite à une côte altimétrique inférieure à celle du terrain naturel de la maison, ainsi le front d'exploitation assure déjà, pour partie, une protection visuelle et sonore.

L'inspection considère que le stockage des terres de découvertes à l'avancement de l'exploitation est nécessaire, l'usage de ces terres de découvertes permettra de poursuivre l'extension du merlon envisagé et initialement prévu. En outre, la répartition des terres en merlons périphériques permet de limiter les impacts environnementaux liés à la remobilisation des terres lors des opérations de remise en état.

L'inspection considère la situation conforme et propose de maintenir cette prescription.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Aménagements spéciaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/11/2010, article 22 :

**Thème(s) :** Risques chroniques, mesures d'évitement

**Prescription contrôlée :**

Les dispositions suivantes sont mises en œuvre afin de préserver les stations de Laiche Ponctuée identifiées sur le site: repérage et piquetage en début d'exploitation (déclaration d'exploitation) puis tous les 5 ans (début de phase quinquennale), par un écologue, maintien des écoulements naturels, délimitation d'une zone tampon d'au moins 10 mètres entre la zone de travaux et la zone sensible.

**Constats :**

L'exploitant a indiqué avoir mis en défend la zone protégée et avoir maintenu l'apport hydrique de cette zone. En revanche il indique ne pas savoir si l'espèce contactée est toujours présente. En revanche, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter le rapport d'écologue quinquennal. Sur site, l'inspection a constaté la présence d'une zone protégée par des clôtures et alimentée en eau.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de solliciter un écologue pour l'inventaire quinquennal de l'espèce protégée (Laiche Ponctuée) et le cas échéant, de considérer les mesures d'évitement proposées . La représentation spatiale de l'espèce et des mesures d'éloignement doivent être

identifiés dans le plan d'exploitation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 7 : Accès**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/11/2010, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, accès contrôlés
<b>Prescription contrôlée :</b>  Durant les heures d'activité, les accès de la carrière doivent être contrôlés. Les accès des sites d'exploitation, doivent être équipés de barrières fermées en dehors des heures d'activité.
<b>Constats :</b>  La carrière dispose des barrières et cloture exigées. La vérification de ce point a été réalisée par sondage. Aucune observation n'est formulée à ce titre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Registres et plans**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/11/2010, article 30 :
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, documents d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit et met à jour au moins une fois par an un plan à l'échelle 1/1000 <sup>ième</sup> ou à une échelle plus grande, sur lequel figurent: <ul style="list-style-type: none"> <li>• les limites de la présente autorisation ainsi qu'une bande de 50 mètres au-delà de celles-ci,</li> <li>• les parcelles cadastrales,</li> <li>• les bords des fouilles et les dates des relevés correspondants successifs,</li> <li>• les cotes NGF des différents points significatifs,</li> <li>• la position des ouvrages à préserver tels qu'ils figurent à l'article 29 ci-dessus,</li> <li>• les zones remises en état avec une symbolisation spécifique pour chaque type de terrain réaménagé et les pentes des talutages définitifs exécutés.</li> </ul>
<b>Constats :</b>  L'inspection a consulté sur site le plan d'exploitation, la côte de fond d'exploitation est conforme, l'inspection relève un retard pour les zones remises en état. L'exploitant a indiqué que la remise en état du site était contrainte par les conditions climatiques au moment de la disponibilité de ses salariés. De plus des matériaux sont encore présents dans les zones exploitées, ces matériaux ont des usages limités au regard de leurs caractéristiques . A l'issue des échanges, l'inspection constate un écart relatif à l'obligation de réaménagement coordonné de la carrière.



L'exploitant a indiqué que des matériaux valorisables étaient toujours présents dans les zones à remettre en état, il s'engage à récupérer ces matériaux ou à les abandonner pour conduire la remise en état coordonnée du site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande dans un délai n'excédant pas six mois, que l'exploitant conduise les opérations de remise en état de la phase 1 dont l'exploitation est terminée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 9 : Eaux reietées canalisées**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/11/2010, article 32.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, rejets d'eaux internes externes

**Prescription contrôlée :**

Elles doivent être si nécessaire drainées à l'extérieur du périmètre d'exploitation afin d'éviter qu'elles ne pénètrent sur la zone en exploitation. Au besoin, elles sont dirigées vers un ou plusieurs bassins de décantation correctement dimensionnés pour répondre à une pluie d'orage d'une durée minimale d'une heure. Les eaux de ruissellement provenant de la zone sud-ouest (phases 5 et 6) sont recueillies et décantées avant rejet. Elles peuvent être utilisées pour maintenir les écoulements au niveau du fossé sud préservé. Eaux superficielles du périmètre autorisé: De manière générale, les eaux de pluie qui sont susceptibles de ruisseler hors du site doivent être recueillies et acheminées vers des dispositifs de décantation (noues, bassins, ...) permettant de respecter les critères de qualité avant rejet tels que définis ci-dessous. Il en est de même pour les eaux de ruissellement susceptibles d'être polluées par des matières en suspension et/ou des hydrocarbures. Les bassins de décantation situés au nord, nord-est (provisoire) et sud permettent de recueillir et de traiter les eaux de ruissellement de l'ensemble du site. Leurs volumes sont de 745m<sup>3</sup> (y compris l'intermédiaire) et 1020m<sup>3</sup>. Ces bassins sont aménagés pour empêcher tout transfert d'hydrocarbures vers le milieu naturel (plan de principe en annexe). Lors des travaux d'extraction au nord du site, l'exploitant doit procéder au busage permettant de maintenir les écoulements des eaux provenant du fossé perpendiculaire à la voie communale n°2 jusqu'à la mare existante sur la parcelle n°304. Les eaux issues de l'aire étanche, via le déshuileur sont acheminées vers les bassins de décantation. Exutoires: Les seuls points de rejet dans le milieu naturel sont constitués par les sorties des dispositifs de décantation ci-dessus (noues, bassins de décantation des eaux pluviales,...). ils sont localisés sur les parcelles n°285 et 314. L'exploitant doit les localiser sur un plan adapté. Les points de rejet sont équipés d'un dispositif de prélèvement. Qualité des rejets aqueux: Ces effluents doivent, avant rejet, respecter les critères suivants:

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5
- la température est inférieure à 30°
- Conductivité les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) à une concentration inférieure à 125 mg/l
- Les hydrocarbures totaux ont une concentration inférieure à 10 mg/l .

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit

<p>sur 24 heures; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites. Les valeurs sont déterminées selon les normes appropriées décrites dans l'arrêté ministériel du 07 juillet 2009. La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt</p> <p>Entretien : L'exploitant établit une procédure d'entretien des ouvrages de traitement des eaux avant rejet.</p> <p>Contrôles : L'exploitant procède à un contrôle annuel, aux points de rejets (exutoires) de la qualité des effluents. Les paramètres de contrôle sont définis ci-dessus. L'exploitant contrôle annuellement les mares périphériques (présence d'eau) et reporte ces constatations sur un registre. En cas d'apparition d'urgences en front de taille, l'exploitant doit suspendre les travaux d'extraction et informer le Préfet du Gers de la situation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué avoir procédé à l'analyse du rejet d'eau à l'exutoire, mais ne pas disposer du résultat du contrôle.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande la transmission du résultat du prélèvement, accompagné le cas échéant des actions correctives.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 10 : Pollution de l'air

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/11/2010, article 32.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions de poussières</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Généralités .-Sans préjudice des dispositions réglementaires relatives à la prévention des émissions de poussières, l'exploitant prend toutes autres dispositions utiles, en particulier celles décrites dans son dossier de demande, pour éviter l'émission et la propagation des poussières.</p> <p>Prévention .</p> <p>-En période sèche, les principales pistes de roulage et les stocks de matériaux susceptibles de s'envoler sous l'action du vent sont régulièrement arrosés (ou toute autre méthode équivalente). Les installations susceptibles d'émettre des poussières sont capotées ou munies d'un dispositif (brumisation d'eau, système d'aspiration, etc.) empêchant la dispersion de poussières. La piste principale est goudronnée.</p> <p>Contrôles: L'exploitant assure un contrôle semestriel des retombées de poussières dans l'environnement au niveau des deux points suivants : limite sud de la propriété « A la Rouillère », limite nord-est du périmètre (vignes).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas assuré le contrôle semestriel des mesures de poussières.</p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'inspection demande qu'un contrôle semestriel des poussières soit réalisé conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral. Il transmet à l'inspection la contractualisation de la réalisation des mesures et transmet sous trois mois les premières mesures réalisées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 11 : Contrôles des niveaux sonores**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/11/2010, article 32.7.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, surveillance périodique
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le service d'inspection des installations classées peut demander que des contrôles ponctuels ou une surveillance périodique de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix est soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant. Dès le début des opérations d'extraction, l'exploitant réalise un contrôle des émissions sonores en limite de propriété de l'installation classée et dans les zones d'urgences réglementées. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition du service d'inspection des installations classées. Indépendamment de ce qui précède, un contrôle des émissions sonores (limite de propriété et zones d'urgences réglementées) est effectué tous les ans et à chaque fois que la configuration de l'exploitation le justifiera.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant n'a pas réalisé les mesures annuelles des niveaux sonores. L'exploitation du gisement est conduite à l'explosif ou plus fréquemment au moyen d'un brise roche hydraulique (BRH). La mesure des niveaux sonores devra intégrer l'exploitation au BRH</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'inspection demande à l'exploitant de réaliser, sous trois mois, les mesures des niveaux sonores en période d'exploitation normale. Les résultats des mesures réalisés sont transmis à l'inspection des installations classées accompagnés des commentaires éventuels de l'exploitant.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 12 : Vibrations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/11/2010, article 32. 7.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, tir de mines
<b>Prescription contrôlée :</b>

A chaque tir de mines situé à moins de 150 mètres des ouvrages à préserver (canalisation d'eau, pylône électrique, voie communale, maison «A la Rouillère »), l'exploitant procède à un contrôle des vitesses particulières pondérées et à la mesure de la pression acoustique en crête. Au-delà de cette distance, l'exploitant procède à un contrôle annuel des vibrations. Pour les constructions avoisinantes (du périmètre autorisé), la vitesse particulière pondérée maximale est fixée à 5 mm/s. Cette vitesse particulière pondérée s'obtient pour un signal mono fréquentiel, en pondérant (amplification ou atténuation) la valeur mesurée par le coefficient lié à la fréquence correspondante et résultant du tableau figurant dans l'article 22.2 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé relatif aux carrières. Les niveaux de pression acoustique de crête mesurés au niveau de la maison «A la Rouillère » ne doivent pas dépasser 125 décibels linéaires.

**Constats :**

L'exploitant n'est pas en mesure de produire le dernier contrôle des mesures de vibration lors d'un tir de mines. L'exploitant indique qu'il ne dispose pas du matériel adéquat et omet de solliciter le prestataire en explosif pour ces mesures.

Le contrôle des vibrations solidiennes sont requis à minima une fois par an, et est complété par des mesures de pression acoustique dès lors que les tirs de mines sont situés à une distance inférieure à 150 mètres de la maison d'habitation "A la Rouillère".

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant procède aux mesures de vibration et le cas échéant aux mesures de pression acoustique au prochain tir de mines. Les résultats des mesures réalisés sont transmis à l'inspection des installations classées accompagnés des commentaires éventuels.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 6 mois